



Le gouvernement d'Emmanuel Macron ne doit pas sacrifier l'Établissement Français du Sang sur l'autel des profits !

Communiqué de Presse

Le syndicat FO de l'établissement français du sang est aujourd'hui en grève depuis fin juillet et pour une durée illimitée.

Ces derniers mois, le chiffre d'affaires de l'EFS s'est de nouveau dégradé, suite à la baisse des cessions des CGR, qui devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année. Cette baisse étant la conséquence du changement de pratique sur la prise en charge des patients dans les hôpitaux nécessitant moins de transfusions. Ainsi, la marge financière de ces produits ne permet plus d'assurer l'équilibre financier de l'établissement. Le prix des PSL a été trop peu revalorisé ces dernières années face aux dépenses liées aux mesures imposées pour assurer la qualité et la sécurité des produits.

Dans le même temps, l'EFS doit faire face à une augmentation des demandes en médicaments dérivés du sang. Les ressources du personnel ont donc été réaffectées au prélèvement d'aphérèse plasmatique pour assurer une augmentation de cette activité de 45,3%, alors même que l'EFS perd de l'argent dans la vente du plasma au Laboratoire français du Fractionnement et des Biotechnologies (LFB). En effet, le prix de vente du plasma, fixé par le gouvernement, est inférieur au prix du marché mondial depuis des années, faisant peser les frais de production de ce produit exclusivement sur l'EFS en faveur du LFB, une société privée ! En janvier 2007, le litre de plasma était vendu au LFB 155 €, avant une baisse inadmissible exigée par l'état pour atteindre 105 € un an après.

Son prix a été stable jusqu'à une hausse en 2022, où le prix a été fixé à 110 €. Cette politique suicidaire conduit à ce que chaque année, le prélèvement de plasma induit une perte financière de l'ordre de 20 M€ pour l'EFS.

Pourquoi le tarif de ce produit n'est-il pas revalorisé à la hauteur de son coût ? Est-ce à l'EFS de financer cette filière ? Pourquoi l'Etat décide-t-il de favoriser le LFB, une société privée, au détriment d'un établissement public ? Pourquoi le gouvernement abandonne-t-il l'EFS en prenant des décisions dégradant indéfiniment les finances de l'EFS ? La dernière en date a été le refus de faire bénéficier l'établissement du tarif préférentiel sur l'énergie, octroyé à bien d'autres établissements publics. Au lieu de redonner une capacité financière à l'EFS en augmentant les prix des PSL, le gouvernement contraint l'EFS à réduire ses dépenses de 19,2 M€, dont 9 M€ sur les frais de personnel, avec une baisse de 150 ETP, alors même que l'EFS doit augmenter ses prélèvements de plasma pour assurer la souveraineté nationale sur les médicaments dérivés du sang. La subvention supplémentaire de 20 M€ donnée par l'Etat, ne permettra pas à l'EFS de fonctionner, à peine de survivre.

Une nouvelle fois, pour faire face à ces finances dégradées, l'EFS a décidé de ne pas appliquer la revalorisation des salaires de 1,5% appliquée aux établissements publics, tout en réduisant ses effectifs. Le personnel va donc travailler toujours plus pour gagner toujours moins, du fait de l'inflation. Ces nouvelles décisions budgétaires vont conduire à une nouvelle fuite du personnel.

Les élus FORCE OUVRIÈRE de l'établissement n'acceptent pas que l'état méprise cet opérateur unique et ses près de 9 000 salariés qui ne cessent de participer avec force à la continuité du service transfusionnel et aux besoins des malades. Dans ces conditions, le syndicat FORCE OUVRIÈRE intensifiera le mouvement de grève le 6 et 7 septembre en appelant l'ensemble des salariés à se mobiliser ces jours-là et ils ne participeront pas aux CSE et au CSE Central.

Les élus FO du CSE Central se mobiliseront le mercredi 6 septembre, avec une délégation de l'Union Nationale des Syndicats de la santé privée FO devant le siège de l'EFS, (20 avenue du stade de France – 93210 Saint Denis), à partir de 9h30.

La presse y est cordialement invitée afin de pouvoir échanger avec nos élus.

Paris, le 5 septembre 2023

**Le secrétaire général
Franck HOULGATTE**

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Franck Houlgatte', with a long horizontal stroke extending to the left.